

# L'AMI DE LA RELIGION

## DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

12s. 6d. ANNEE.

"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

ANNEE. 12s. 6d.

BUREAU DE REDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

Québec, MERCREDI, 23 Mai 1849.

BUREAU DE REDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

### Quelques mots sur le Socialisme.

[Suite.]

#### Il y a une société du mal.

Ce caractère impératif, absolu de la loi morale est sans contredit l'un des faits les plus remarquables qu'on puisse livrer à la méditation des hommes. Il faut y songer souvent et longtemps. Il n'y a point de rationalisme qui le sache expliquer. C'est un fait, un fait accablant pour les sophistes de tous les âges et de toutes les écoles. Ils peuvent le nier, non le détruire.

Et cependant, malgré le caractère auguste de cette loi divine, antérieure et supérieure à l'homme, l'idée du mal peut germer dans notre cœur et souiller notre conscience. Le mal existe, le crime se commet, l'erreur, le mensonge, la corruption font tous les jours des victimes.

Nous sommes donc des êtres déchus, dépravés; des êtres qu'un lien mystérieux et puissant attache au mal.

Pourquoi, en présence de ces faits, nier la chute morale de l'homme, le péché, et par conséquent la rédemption?

Si l'idée du mal se rencontre dans la conscience de l'homme, si elle y est en quelque sorte permanente comme l'idée du bien, si elle peut y naître à tout instant, si le mal lui-même se présente et se montre fréquemment autour de nous, il faut reconnaître qu'il y a des natures corrompues, prédisposées au mal, dont l'ensemble constitue ce qu'on doit appeler la société du mal.

Personne ne doute qu'il n'y ait certains hommes qui préfèrent l'égoïsme au dévouement, l'instinct à la raison, la passion au sacrifice, la haine à l'amour, l'intérêt au devoir, la maxime du mal enfin à celle du bien.

La théologie vous dit pourquoi et comment cela se fait. Ici nous voulons établir une vérité, à l'aide de la méthode des rationalistes eux-mêmes, c'est-à-dire l'expérience.

La grande majorité des citoyens n'a pas le loisir de se livrer à des études spéciales et approfondies. Il lui faut des résultats, des formules claires, corcises et aussi évidentes que possible. C'est pour cela qu'elle nourrit des savants et des artistes.

Que peut-elle penser, que doit-elle croire, quand elle entend nier aujourd'hui ce qu'on affirmait hier, déclarer bien un jour ce qui était mal la veille, trouver juste à présent ce qui était injuste autrefois?

Toute révolution introduit donc nécessairement le scepticisme dans la société. L'idée de justice s'obscurcit pour le grand nombre et il en résulte aussitôt un abaissement dans la moralité et dans la liberté publique.

Ce fait explique et justifie presque les dictatures, les restaurations du passé. Après le crime, l'expiation. Le progrès n'en poursuit pas moins sa marche.

Il serait superflu maintenant de parler des richesses brusquement acquises et des familles subitement ruinées, accident doublement déplorable dans l'intérêt de la moralité publique. Les positions deviennent précaires, la pensée s'arrête, la science attend, l'art disparaît. Il faut des loisirs, du calme, du repos pour s'abandonner à la méditation et pour travailler sérieusement au perfectionnement intellectuel de l'individu.

De son côté, le peuple contracte des habitudes de paresse et d'oisiveté déplorables. Lui aussi, perd la notion du juste; après s'être battu pour une illégitimité, pour un droit, il se bat pour la satisfaction d'un instinct ou

pour multiplier les occasions de pillage et de vol.

En février, que de choses ont été détruites, que de richesses ont été anéanties sans motif légitime, sans raison qui pût servir d'excuse! Combien n'a-t-on pas détruit pour détruire!

Le socialisme était là qui poussait, excitait les nouveaux barbares.

#### Des deux révolutions.

La grande révolution, comme on l'appelle, non à cause des choses qu'elle a faites, mais à cause des excès qu'elle a produits, la grande révolution a glissé dans le sang. Celle-ci, qu'il faut bien nommer la petite, pour la distinguer, glissera dans le sang et dans la boue.

En 89, on s'est battu pour la liberté politique et pour l'égalité civile. Ces deux choses ont été réalisées autant qu'elles pouvaient l'être. Elles sont maintenant dans les lois, dans les mœurs; elles existent organiquement; la société repose sur elles; chaque jour nous les voyons s'étendre, se développer davantage et devenir la propriété d'un plus grand nombre d'hommes. Il n'y a plus de castes, de classes, de privilèges proprement dits.

Avant 89, c'est le cœur qui gouverne en France; depuis 89, c'est le ventre.

À la raison ils opposent l'instinct, au bon sens la passion, au vrai le faux, au juste l'injuste et le mal. L'instinct qu'ils exploitent est légitime, toute erreur repose sur un semblant de vérité.

Il serait immoral qu'au dix-neuvième siècle un homme pût mourir de faim; mais les principes du socialisme sont plus immoraux que l'assassinat par la misère. Il faut au prolétaire des loisirs pour perfectionner son intelligence; il est injuste, criminel, qu'il ne puisse pas s'instruire. Mais les moyens que propose le socialisme sont cent fois plus injustes et plus criminels encore.

Voilà pourquoi la révolution de février glissera dans le sang et dans la boue. Les combattants de juin étaient égarés, ils sont peut-être excusables. Les socialistes qui les ont soulevés sont des bandits.

En 89, on s'est battu pour une idée, pour une vérité. La liberté et l'égalité sont le rayonnement de la justice; en principe, la société n'a pas été détournée de sa voie. La tradition n'a pas été brisée; elle continue l'histoire.

Aujourd'hui, on se bat pour un instinct. Les socialistes veulent obtenir sans travail des jouissances matérielles que rien ne les empêche d'acquérir, mais dont ils sont indignes. C'est le vol à main armée. La loi nomme cela brigandage.

Si j'avais le temps de faire du paradoxe comme Jean-Jacques ou Proudhon, je démontrerais que certaines classes sociales n'ont pas le droit de vivre, et je ne manquerais pas d'arguments. Ça ne serait ni plus monstrueux ni plus révoltant que cette formule du socialisme: la propriété, c'est le vol.

#### Des forces du socialisme.

Les socialistes sont de deux sortes; les uns peu instruits, mais vicieux; les autres bons ou mauvais mais ignorants. En discutant avec eux vous découvrirez facilement qu'ils ont perdu le sens moral. Ils ne savent plus distinguer le juste de l'injuste, le bien du mal, le faux du vrai.

La plupart n'ont rien à perdre et tout à gagner au désordre. Ils n'appartiennent pas à la société; on ne sait ni d'où ils viennent, ni où ils sont.

Beaucoup sont des étrangers, allemands, italiens, Suisses, ou anglais, que rien n'at-

tache à la France et que l'inconduite a chassés de leur pays. Quand j'en rencontre, je leur dis: "Taisez-vous, vous n'avez pas le droit de parler de nos affaires."

Le socialisme est une maladie épidémique comme la peste ou la fièvre, qui sévit dans les grands centres industriels. Il y a dix villes en France qui en sont infestées. Les professions qui n'exigent pas un grand développement d'intelligence ou d'activité en sont plus tôt atteintes. Le travail en commun, dans de grands ateliers, facilite sa propagation.

Les socialistes comptent beaucoup sur les populations des campagnes; la guerre des paysans. Ni châteaux ni chaumières.

Ils croient que tous ceux qui n'ont rien sont comme eux privés du sens moral. Ils ne savent pas que l'idée du devoir, l'instinct du vrai et du bien ne disparaissent pas ainsi tout-à-coup de la conscience des hommes. À vrai dire, la propagande peut faire beaucoup de mal; mais il y a tant de bien dans la société qu'ils n'arracheront jamais tout.

L'extirpation radicale du socialisme est une affaire de patience et de temps. Laissons un peu vieillir ces jeunes gens qui n'ont jamais rien appris ni rien su, et qui forment aujourd'hui l'armée militante des socialistes.

Après cela nous saurons bien les vaincre ou les convaincre; les éclairer et les moraliser. Empêchons-les de faire le mal, ils seront forcés de faire le bien.

(A continuer.)

### NOUVELLES DE L'ETRANGER.

#### Expédition Française en Italie.

Nous avons aujourd'hui des détails étendus et puisés à diverses sources sur l'occupation de Civita-Vecchia par les troupes de la République française.

On sait déjà que nos soldats ont été reçus aux acclamations du peuple et de la garde nationale. Les premiers renseignements donnés sur ce point, par dépêches télégraphiques, sont aujourd'hui pleinement confirmés par toutes les correspondances. Il paraît cependant que des projets de résistance avaient été formés. Mais en présence du résultat obtenu, ces projets deviennent la meilleure preuve de l'impuissance absolue du parti des démocrates romains et du désir de la population d'être délivrée du joug de cette minorité oppressive et décriée. La Tribune des Peuples, journal des réfugiés politiques, nous fournira elle-même des preuves à l'appui de cette assertion.

Le 25 avril, on connaissait à Civita-Vecchia l'embarquement des troupes françaises, mais on ignorait encore que l'expédition fût partie. L'arrivée de la frégate à vapeur le Panama, qui avait pris les devants comme étant envoyée en parlementaire, causa une impression d'autant plus vive que les esprits étaient encore dans le doute. Le Panama portait M. Henri de La Tour-d'Auvergne, attaché au ministère des affaires étrangères, M. Espivent, aide-de-camp du général Oudinot, et M. Durand de Villers, aide-de-camp du général Regnault de Saint-Jean-d'Angely, tous trois chargés d'une mission collective pour Civita-Vecchia. Une correspondance adressée au Journal des Débats contient les détails suivants sur l'entrée des envoyés français et la nature de leur mission:

MM. Espivent, de La Tour-d'Auvergne et Durand de Villers descendirent à terre et trouvèrent au môle le consul, qui les mena chez le gouverneur. Toute la population rassemblée couvrait la plage, les quais et encombraient les rues, saluant et criant à qui mieux mieux: Vive la France! vivent les Français!

Le gouverneur attendait la visite avec impatience, et non sans une vive émotion. M. Espivent prit la parole et s'exprima, à peu de chose près, en ces termes: "La France, en envoyant ses soldats sur votre territoire, ne veut point, certes, défendre le gouvernement actuel, qu'elle

n'a point reconnu, mais épargner à l'Italie centrale des malheurs nouveaux. Elle n'a pas l'intention de se mêler du règlement des affaires de ce pays, quoique, à de certains égards, le règlement de ces affaires intéresse l'Europe et la chrétienté tout entière; elle veut seulement concourir au rétablissement d'un régime libéral et en assurer la durée, d'un régime qui soit à égale distance des abus invétérés que le généreux Saint-Père avait déjà fait disparaître, et de l'étrange anarchie dont le triumvirat de Rome est encore la honteuse expression. Le nom de la France, ici comme ailleurs, veut dire ordre et vraie liberté; son drapeau et ses soldats sont là pour maintenir l'un et l'autre."

"Le gouverneur, ou, pour mieux dire, le commissaire civil du Gouvernement, fort ému par ces paroles, a répondu qu'il ne pouvait rien prendre sur lui, que sa position était fort embarrassante (chaque était prêt à le reconnaître), et qu'il allait faire immédiatement assembler le conseil municipal, qui avisera."

"Il n'a pas fallu attendre longtemps: le conseil municipal était tout assemblé dans la pièce voisine. M. Espivent répéta en sa présence ce qu'il avait dit au gouverneur-commissaire, et le conseil, composé de vingt-membres, répondit à l'unanimité qu'il était heureux de voir arriver les Français; que non-seulement on voulait bien les laisser entrer et occuper la ville, mais encore qu'on les recevait en frères. Et lorsque, à bien accueillir les nouveaux hôtes, à repousser toute tentative de résistance, le conseil municipal désirant voir le plus tôt possible à terre les troupes, que la mer pouvait fatiguer. Cela est textuel. On n'est pas plus prévenant et plus attentif.

Leur mission terminée, MM. Espivent, de La Tour-d'Auvergne et Durand de Villers ont traversé de nouveau la ville et se sont retirés à bord du *Narval*, vapeur de guerre français mouillé à l'entrée du port. A chaque pas la population qui les entourait et les escortait faisait retentir l'air des cris de: Vive les Français! Fate presto! criaient-ils aussi, et à part quelques figures sombres, nulle pensée de résistance ne semblait avoir été un seul instant admise."

M. Espivent fit publier la note suivante sous le titre de: Déclaration du corps de troupes françaises à la garnison de Civita-Vecchia:

"Le gouvernement de la République française, toujours animé d'un esprit très-libéral, déclare devoir respecter le vœu de la majorité des populations romaines, et vient sur leur territoire amicalement, dans le but de maintenir sa légitime influence. Il est de plus bien décidé à ne vouloir imposer à ses populations aucune forme de gouvernement qui ne serait pas choisie par elles."

"Pour ce qui concerne le gouvernement de Civita-Vecchia, il sera conservé dans toutes ses attributions, et le gouvernement français pourvoira à l'augmentation des dépenses occasionnées par le corps expéditionnaire."

"Toutes les denrées et toutes les réquisitions qui seront faites pour les besoins des troupes françaises seront payées en argent comptant."

Mais pendant que ces événements s'accomplissaient, on donc étaient les démocrates? Nous allons demander de leurs nouvelles à la Tribune des Peuples. Ce journal nous apprend, par sa correspondance particulière, que le Cercle populaire, réuni d'urgence à huit heures du soir, — ce qui était déjà un peu tard, — prit la résolution... d'inviter la municipalité à admettre les troupes françaises. La précaution semblait superflue, à moins que l'on ne veuille y voir une politesse. Le Cercle populaire il est vrai, ne s'en tint pas là, et on le reconnaît dans sa seconde décision comme dans la première: il résolut de faire savoir à tous les Cercles de la République romaine que les Français venaient en auxiliaires et en amis, et non pas pour imposer une forme de gouvernement contraire aux vœux de la majorité; cette déclaration est, nous le reconnaissons, fort exacte; seulement, il faut la prendre dans un sens tout différent de celui que le Cercle populaire de Civita-Vecchia a voulu lui donner. Du reste, le gouverneur de la ville, M. Mannucci, tout en cherchant à faire aussi bonne contenan-

ce que possible, ne se prêtait pas aux hâbleries de ces démagogues qui, ayant vu arriver l'avant-garde de l'expédition française à neuf heures du matin, étaient réunis d'urgence à huit heures du soir. Voici, en effet, la réponse que M. Mannucci avait adressée au général Oudinot et qui fut immédiatement connue de tout le monde.

"Monsieur le général, J'ai lu votre dépêche par laquelle vous annoncez que le gouvernement français, désirent mettre un terme à la situation dans laquelle gémissent, depuis quelque temps, les populations romaines, et faciliter l'établissement d'un ordre de choses éloigné de l'anarchie, a décidé d'envoyer un corps de troupes à Civita-Vecchia. Comme représentant de la République romaine, je dois protester contre le mot anarchie lancé contre un peuple qui, usant de ses droits, a établi un gouvernement tout d'ordre et de moralité, et je suis forcé de vous dire que la France est très mal informée sur les événements et la situation de notre pays."

"La force peut tout dans le monde, mais je ne saurais me résoudre à croire que la France républicaine veuille en abuser pour détruire les droits d'une république née sous les mêmes auspices et ayant la même origine que le gouvernement français. L'Europe, qui nous regarde, jugera vos actions et les nôtres, et l'histoire impartiale dira si notre conduite politique méritait d'être approuvée lorsque vous serez mieux informés de la vérité des faits, vous vous persuaderez que dans notre pays la République est soutenue par le concours d'une immense majorité."

"Recevez, Monsieur le général, l'expression de ma considération distinguée."

Le gouverneur, M. MANNUCCI.

Civita-Vecchia, le 24 avril 1849."

C'était, en somme, se résigner d'assez bonne grâce, et surtout c'était proclamer que la République romaine ne pouvait pas regarder les soldats français comme des alliés et des amis.

Mais tandis que le gouverneur de Civita-Vecchia, tout en protestant contre l'occupation d'anarchie, faisait préparer des logements pour les troupes françaises, et que le Cercle populaire prenait la résolution d'accueillir à nos soldats la permission de débarquer, des estafettes couraient sur la route de Rome. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans la correspondance de la Tribune des Peuples:

"25 avril.—À une heure du matin, il est arrivé une estafette de Rome annonçant que, dans deux heures, les résolutions du Triumvirat lui seront communiquées. En effet, à trois heures, une seconde estafette est arrivée avec un ordre signé par Mazzini et Avezzana de résister au débarquement des Français. Le gouverneur et les troupes veulent résister, mais la population s'y oppose, en alléguant que la ville se trouve sans matériel de guerre et sans une garnison suffisante."

"À six heures et demie, quelques vapeurs parurent à l'horizon. Aussitôt le gouverneur réunit chez lui un conseil de guerre, qui décide qu'aucune résistance ne sera opposée au débarquement des Français. On prie le commandant du *Narval* d'amener le gouverneur et les chefs militaires à la rencontre de Pescadrillo français. À sept heures, le gouverneur harangue le peuple et parvient à le tranquilliser. La garde nationale est appelée sous les armes, et en même temps la municipalité se réunit pour formuler une profession de foi républicaine, et la présenter aux Français au nom de la ville.—Il est huit heures, et le *Narval* part avec la députation."

"À neuf heures on plante sur la place d'Armes un arbre de la liberté, surmonté des drapeaux italiens et français entrelacés. Sur ces entrefaites, la nouvelle arrive qu'un renfort de troupes arrive de Rome. C'est trop tard. Si le Gouvernement avait eu l'intention d'opposer une résistance à l'arrivée des Français, il aurait dû y songer depuis longtemps."

"Vers dix heures on distingua neuf bâteaux à vapeur et deux gabares."

"À une heure commença le débarquement de la troupe, que le peuple accueillait favorablement."